

# **LE RETOUR DU SUJET**

Pierre-Philippe REY  
Professeur d'Anthropologie  
Université Paris VIII

## **LE RETOUR DU SUJET**

**Pierre-Philippe REY  
Professeur d'Anthropologie  
Université Paris 8 - Saint Denis**

Je commencerai par applaudir la critique très directe que vient de faire Philippe HUGON à ma discipline, l'Anthropologie, pour son parti-pris unilatéralement structuraliste. Mais j'irai encore beaucoup plus loin que lui dans la recherche d'une problématique totalement différente.

Je pense en effet qu'il est temps de revenir à une Anthropologie délibérément subjectiviste, qui étudie les sujets collectifs (et aussi individuels et leurs relations aux sujets collectifs) et non pas les structures. Ou plutôt qui n'envisage les structures que pour ce qu'elles sont : les effets des réussites, toujours provisoires et en reconstruction permanente, des stratégies des sujets. Il faut donc revenir à la grande période de l'anthropologie philosophique allemande, directement issue de la révolution française.

Mais l'anthropologie dont il s'agit alors ne saurait concerner exclusivement les sociétés exotiques. C'est au contraire d'abord à sa propre société que chacun doit l'appliquer. Et si l'on reprend un certain nombre de formules de Ph. HUGON avec cette problématique, on peut peut-être voir se dessiner un nouveau paysage derrière celui qu'il nous a brossé. Que sont en effet les "chocs extérieurs" subis par les pays du Tiers-Monde, sinon les effets des stratégies successives et contradictoires des sujets dominants en Europe, aux Etats-Unis et au Japon ? Qu'est-ce qui différencie les "années 70" des "années 80", sinon le passage du grand projet transnational (porté par les firmes les plus puissantes de la bourgeoisie mondiale, celles qu'on a précisément appelées les transnationales) au repli sur les impérialismes nationaux classiques du reaganisme et du thatchérisme ? Est-ce qu'avec la toute récente élection présidentielle américaine et la réussite, sans éclat mais effective, de l'Europe, nous ne sommes pas en train d'entrer en cette fin d'année 1992 dans une nouvelle période, qui ne sera certes pas le retour aux "années 70" (dont l'échec est patent, et dont l'une des conditions était le maintien du système soviétique dans sa phase de "stagnation"), mais ne sera pas non plus la poursuite de l'atomisation sans fin caractéristique des années 80 et des premières années 90 ? Par exemple non pas une tentative de gouvernement mondial comme le rêvait la trilatérale, ni un repli sur les égoïsmes nationaux des différentes bourgeoisies, mais une tripartition du monde correspondant à trois grands regroupements autour du Marché Commun Nord-Américain, du Marché Commun Européen et de l'ensemble constitué par le Japon et la diaspora chinoise ?

Les trois grands ensembles qui se dessineraient alors sous l'effet de la nouvelle stratégie des Sujets (ou plutôt de la stratégie des nouveaux Sujets dominants) seraient grossièrement :

- Europe-Afrique
- Amérique
- Asie

Dans une telle perspective l'évolution de l'Afrique pèse beaucoup plus lourd sur l'Europe que dans les dispositifs des deux décennies précédentes. D'où le caractère central du débat que nous tenons ici, encore qu'il faille alors considérer l'Afrique dans sa totalité et non pas la seule Afrique Noire. Mais la nouvelle logique ne sera pas celle d'un retour à l'impérialisme classique où l'on s'efforce de laminer les Sujets collectifs du pays colonisé pour se substituer à eux ; c'est une logique partenariale où il importe au contraire de bien identifier les véritables Sujets chez l'Autre afin de pouvoir négocier avec eux, au sens aussi bien politique que commercial du terme. Or il est bien clair que dans la période néo-coloniale comme dans la période coloniale, les anciens pays colonisateurs, et en particulier le nôtre, se sont beaucoup plus préoccupés de poursuivre l'écrasement, ou, faute d'y parvenir, la marginalisation, des véritables Sujets collectifs africains, plutôt que de négocier avec eux. Ceci a débouché sur la politique bien connue, ruineuse aussi bien pour les pays "bailleurs de fonds" que pour les peuples des pays "aidés", qui consistait à se créer des interlocuteurs fantoches que l'on finançait les yeux fermés. Et il ne s'agit pas seulement de Chefs d'Etat-Gorilles, mais aussi de ces pseudo-bourgeoisies, enrichies le plus souvent par le pillage de l'Etat, créant des entreprises sans imagination, surendettées et éphémères : à ce sujet j'ai été heureux de constater que dans son "rapport d'étape" le groupe du CERED-LAREA citait l'ouvrage de Pascal LABAZEE, **Entreprises et Entrepreneurs au Burkina-Faso** ; en effet dans ce livre, que je connais bien puisqu'il s'agit d'une thèse que j'ai dirigée, P. LABAZEE montrait que face à ces entrepreneurs parasites dont je viens de parler se dressait un autre groupe d'entrepreneurs avec des stratégies totalement opposées à celles des premiers : aucun endettement parce qu'on n'investit que sur fonds propres ; excellente maîtrise des marchés ; solidité des entreprises et orientation vers les besoins de masse plutôt que vers ceux de la

frange la plus riche de la population ; ces entrepreneurs appartenaient tous au réseau millénaire dioula-yarga.

Cela m'amène à un commentaire des propos de Ph. HUGON à propos de la disparition du rôle régulateur de l'Etat en Afrique. Pour ma part je me demande si l'Etat a jamais existé en Afrique : l'idée d'Etat précolonial est une projection ethnocentriste des Ethnologues coloniaux, fort heureusement combattue d'ailleurs par le courant le plus anticolonialiste (ou le moins colonialiste) de l'Anthropologie anglo-saxonne, qui a élaboré le concept de politique sans Etat, largement repris après par les courants français franchement anticolonialistes de l'Ecole d'Anthropologie Dynamique et Critique fondée par Georges BALANDIER et de l'Ecole d'Anthropologie Marxiste. L'Etat colonial, lui, est ce qu'il est mais il n'a rien à voir avec les sociétés africaines et s'est refusé jusqu'au bout à comprendre quelque chose à leur logique. Quant à l'Etat néo-colonial, sa dimension de pillage l'emporte certainement très largement sur sa dimension régulatrice. Cela veut-il dire qu'il n'existe aucune force régulatrice dans les sociétés africaines ? Certainement pas, mais ce n'est pas du côté de l'Etat qu'il faut les chercher, mais du côté des réseaux. Je viens d'évoquer le réseau yarga-dioula, connu depuis le XI<sup>ème</sup> siècle de l'ère chrétienne par les Historiens et Géographes Arabes sous le nom de Wangara ; ce réseau n'était d'ailleurs qu'une des branches des deux grands réseaux transsahariens qui associaient commerçants maghrébins et commerçants africains noirs : le réseau ibadite fondé au VIII<sup>ème</sup> siècle de l'ère chrétienne et le réseau malékite fondé au XI<sup>ème</sup> siècle par les Almoravides. Si l'on veut un jour établir une régulation efficace dans cette région du monde, fût-ce sous la forme d'un Etat stable et réellement efficient, il n'existe certainement pas d'autre alternative que de s'appuyer sur de tels réseaux, qui ont triomphé de toutes les agressions étatiques, depuis celles des Omeyyades et des Abbassides jusqu'à celles des colonisateurs européens. Mais une telle régulation (et le cas échéant un tel

Etat) ne peut en aucun cas être stabilisée si on tronçonne le réseau : elle ne peut donc exister qu'à l'échelle de l'ensemble Maghreb-Afrique de l'Ouest. Il suffit de réfléchir une seconde pour constater que si un tel ensemble se constituait, beaucoup de difficiles problèmes actuels (exemple : le problème touareg) trouveraient des solutions beaucoup plus simples que dans la situation actuelle.

En anticipant sur le débat suivant, je prendrai un autre exemple concernant les réseaux millénaires et leur efficacité actuelle comme Sujets collectifs : dans son papier, Jean-Pierre RAISON nous parle en effet de la réanimation de l'ancien réseau zanzibarite par le duo Mombasa-Nairobi et montre que ce réseau concurrence actuellement l'Afrique du Sud pour la restructuration de toute la partie Sud du monde bantou. Vu la crise profonde que connaît actuellement l'Afrique du Sud blanche, il y a fort à parier que ce réseau néo-zanzibarite va connaître de nouveaux succès dans les années à venir. Mais il est intéressant de faire un peu d'Histoire pour bien situer ce phénomène très récent dans la longue et même la très longue durée. Qu'était en effet le réseau zanzibarite au XIX<sup>ème</sup> siècle ? Tout simplement la suite du réseau ibadite (donc de même courant religieux au sein de l'islam que l'un des deux réseaux transsahariens que nous avons identifiés tout à l'heure) induit par Oman **depuis l'an 750 de l'ère chrétienne**, qui s'était presque immédiatement étendu jusqu'à Sofala dans l'actuel Mozambique, comme en témoigne au X<sup>ème</sup> siècle l'historien arabe al Masudi. Lorsqu'après leur circumnavigation de l'Afrique les Portugais sont remontés jusqu'à Mogadiscio (non sans utiliser les services du réseau ibadite, puisque le propre pilote de Vasco de Gama depuis Sofala jusqu'à la côte de l'Inde était Omanais !) ils ont repoussé le pouvoir politique omanais vers le Nord mais n'ont pas réussi à détruire le réseau (qui est à l'origine de la langue swahili qui, elle aussi, a survécu à l'offensive portugaise) ; si bien qu'au XVII<sup>ème</sup> siècle, les Omanais ont contre-attaqué et qu'au XIX<sup>ème</sup>

ils avaient reconquis toute la côte Est de l'Afrique, jusqu'à Cabo Delgado au Nord de l'actuel Mozambique. **L'empire zanzibarite dont nous parle J.P. Raison pour le XIX<sup>ème</sup> siècle n'est pas autre chose que le réseau omanais** puisque c'est à Zanzibar que le sultan ibadite d'Oman s'est installé au XIX<sup>ème</sup> siècle pour contrôler de plus près l'ensemble de la côte Est-africaine, ce qui ne l'empêchait pas de continuer à gouverner Oman depuis Zanzibar ! A l'époque du partage impérialiste du monde, le réseau zanzibarite s'est à nouveau replié en apparence pendant un siècle (1885-1985) et ce que constate J.P. RAISON, c'est une nouvelle contre-offensive de sa part reproduisant celle qu'il a déjà menée du XVII<sup>ème</sup> au XIX<sup>ème</sup> siècle. Quelle réalité historique, en Afrique comme en Europe, se survit-elle avec une telle opiniâtreté ? Et quand les Européens comprendront-ils que le développement de l'Afrique ne peut avoir lieu sans de tels partenaires et a fortiori contre eux ?

Pour ne pas allonger exagérément cette intervention, j'indiquerai simplement que plusieurs des réalités évoquées par Ph. HUGON sont en fait étroitement interconnectées : la grande famille, les réseaux (qui sont en fait des ensembles de telles grandes familles particulièrement stables dans le temps), le secteur soi-disant informel (que l'on appelle ainsi en Afrique parce qu'il n'est formalisé ni par l'Etat ni par le capitalisme occidental, mais qui est tout à fait formalisé par les grandes familles et par les réseaux).